



# SOLIDARITE

## Proposer des parcours d'insertion pour tous

L'État et le Conseil Général ont mis en place un Comité de pilotage territorial pour un suivi des contrats aidés du secteur non marchand, comité dont l'animation a été confiée à la Codecom de Bar-le-Duc a été créée. C'est une bonne initiative qui s'étend à tout le territoire, par le biais notamment de la maison de l'emploi.

Sur le plan départemental, le nombre de Rmistes s'engageant dans des contrats d'insertion a été augmenté (près de 60 % le secteur de Bar). Cependant, si nous consacrons beaucoup d'énergie aux côtés des associations et des professionnels dans les actions de remobilisation, le nombre de Rmistes augmente. Les dispositifs d'insertion voulus, par Jean-Louis BORLOO, font leurs pleins. Nous n'avons jamais proposé autant d'aides à la réinsertion : au 30 novembre 2006, on pouvait recenser 137 aides aux chômeurs créant leurs entreprises, 57 contrats d'insertion en entreprises, 175 contrats CIE, 187 contrats d'avenir, 817 contrats d'accès à l'emploi...

Cependant, beaucoup trop de Rmistes, dont le nombre a été multiplié par 2 depuis la création de ce système d'aides, ne se voient rien proposer. Il ne doit pas y avoir d'aides sans contrepartie : l'obligation pour celui qui en bénéficie de se mobiliser et d'effectuer une mission au profit de la collectivité ou d'un employeur, l'obligation pour l'État et les collectivités de proposer quelque chose de concret et de contrôler. C'est la proposition de l'UMP. Cette mesure fera peut-être l'objet de résistance, ceux à gauche qui nous expliqueront qu'une indemnité est un droit sans devoirs, et les autres qui préféreront que l'on continue dans les petits arrangements ou la misère.

La vraie insertion c'est l'emploi. Trop de personnes qui méritent d'être aidées ne le sont pas suffisamment. Nous avons tous en mémoire ces visages de personnes désespérées qui, depuis des années, nous disent : "on ne nous propose rien" et nous savons tous aussi qu'une trop grande minorité profite du système.

Il nous faudra mettre également l'accent sur le logement populaire, soutenu par l'UMP. Plus de la moitié des 12 000 locataires de l'OPAC-HLM aspirent à un logement individuel. Il nous faudra faire un effort sur la réduction des charges : l'OPAC-HLM s'engage à les faire diminuer de 20 % dans le parc social grâce à l'aide d'EDF dans le cadre du laboratoire de Bure.

